

NATIONS UNIES
Mission multidimensionnelle
intégrée des Nations Unies
pour la stabilisation en
République centrafricaine



UNITED NATIONS
United Nations
Multidimensional Integrated
Stabilization Mission in the
Central African Republic

MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 19 mai 2021

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lt-Colonel Hassan HAKAOUI, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

ELECTIONS

- Le dernier lot du matériel électoral sensible pour les législatives du 23 mai a été livré à Bangui le 14 mai, dans le cadre du Projet d'assistance électorale du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'appui financier de partenaires, y compris du PNUD.

Le déploiement du matériel sensible et non sensible, de Bangui vers les préfectures concernées, a commencé dès le 15 mai grâce à la MINUSCA, à travers la Division des Affaires électorales et le service d'appui à la Mission. A la date du 18 mai, le déploiement de ce matériel a été achevé vers toutes les préfectures concernées par les législatives, à l'exception de Ombella M'Poko et Bangui, où le déploiement du matériel électoral est en cours. La MINUSCA a également démarré le déploiement du matériel des préfectures vers les démembrements.

Les préparatifs opérationnels se poursuivent avec notamment la formation, les 13 et 14 mai, des membres des démembrements par les formateurs nationaux déployés le dans les préfectures concernées. A leur tour, les membres des démembrements ont entamé la formation des membres de bureau de vote qui prend fin ce mercredi.

La MINUSCA continue de déployer tous les efforts possibles, pour accompagner le processus électoral en cours et pour permettre la tenue des élections législatives du 23 mai, dans les meilleures conditions.

Ainsi à Paoua, le bureau électoral régional de la MINUSCA a soutenu l’Autorité nationale des élections (ANE) et l’Autorité sous-préfectorale des élections (ASPE) dans l’organisation de séances de sensibilisation et de formation, le 15 mai. De même, suite à une lettre des chefs de villages et de groupe de la commune, une mission autorités locales-MINUSCA a pu tenir une réunion de sensibilisation le 17 mai à Betoko.

A Bria, le bureau électoral régional a appuyé l’ASPE dans l’organisation d’une réunion avec les deux candidats en lice pour le second tour des législatives dans la circonscription électorale Bria 2. Ces derniers ont été invités par le Préfet de la Haute-Kotto, l’ASPE et la MINUSCA à s’investir pour une campagne électorale et des élections apaisées. Financée par la Mission, la campagne de sensibilisation et d’éducation civique électorale pour des élections apaisées se poursuit avec des ateliers de sensibilisation et d’éducation civique.

DROITS DE L’HOMME

- Durant la période du 11 au 17 mai, la MINUSCA a documenté 40 incidents d’abus et de violations des droits de l’homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 61 victimes (46 hommes, trois femmes, une fille, six victimes inconnues et cinq victimes collectives). La Division des Droits de l’Homme de la MINUSCA (DDH) a observé une forte augmentation du nombre d’incidents et de victimes comparativement à la semaine précédente (23 incidents et 33 victimes). Cette augmentation est liée aux missions d’investigation effectuées par les bureaux de terrain. Les préfectures les plus touchées sont la Mambéré-Kadéï (23 incidents avec 30 victimes), la Nana-Mambéré (quatre incidents avec huit victimes) et l’Ouham-Fafa (trois incidents et neuf victimes).

Les abus et violations enregistrés sont des cas de meurtres (quatre incidents et neuf victimes), de menace de mort (un incident et une victime), de viol (un incident et une victime), de blessés (deux incidents et sept victimes), d’atteintes à l’intégrité physique et de traitement cruel (14 incidents et 20 victimes), de confiscations de biens (trois incidents et trois victimes), de détention arbitraire de liberté (quatre incidents et sept victimes), d’enlèvement (quatre incidents et six victimes) et de destructions et de pillages (sept incidents et sept victimes).

Les auteurs présumés sont les groupes armés avec 22 incidents affectant 30 victimes: le 3R (19 incidents et 24 victimes), l’UPC (un incident et quatre victimes), les Anti-Balakas (un incident et une victime) et les groupes armés coalisés (un incident et une

victime). Les agents de l'Etat et leurs alliés sont présumés auteurs de 18 incidents affectant 31 victimes.

- La Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a également publié cette semaine son rapport sur la situation générale des droits de l'homme et de la protection des civils en République centrafricaine (RCA) pour le mois d'avril 2021. Ce rapport mensuel fait état d'une hausse du nombre d'incidents et du nombre de victimes d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire par rapport au mois de mars.

Durant la période considérée, la DDH, y compris les Sections Violences Sexuelles liées au Conflit et Protection de l'Enfant, a enregistré 83 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 158 civils (102 hommes, 30 groupes de victimes collectives, 15 femmes, sept filles, trois garçons, un mineur non identifié). En mars, 65 incidents et 124 victimes avaient été enregistrés.

Les groupes armés signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) sont présumés auteurs de 43 incidents (48,19% du nombre total d'incidents) ayant touché 64 victimes civiles (40,50% du nombre total de victimes). Le nombre d'abus commis par les groupes armés a connu une augmentation de 16,27% tandis que le nombre de victimes a connu une diminution de 23,80% comparativement au mois précédent (36 incidents et 84 victimes).

Les agents de l'Etat sont présumés auteurs de 36 incidents (43,37% du nombre total d'incidents) affectant 86 victimes (54,43% du nombre total de victimes). Le nombre de violations commises par les agents de l'Etat a augmenté de 22,22% et le nombre de victimes de 53,48% par rapport au mois précédent (28 incidents ayant affecté 40 victimes documentés).

Les abus et violations des droits de l'homme et du DIH documentés en avril sont des cas d'atteintes à la vie, des menaces de mort, des violences sexuelles liées au conflit, des traitements cruels, inhumains et dégradants, des cas de torture, des menaces à l'intégrité physique, des arrestations arbitraires, des expropriations et confiscation de propriétés, des enlèvements, des déni d'accès humanitaire et occupations illégales d'écoles, des destructions illégales et pillages, des taxations illégales et de recrutements et utilisations d'enfants dans les groupes armés.

Les préfectures les plus touchées sont la Nana-Mambéré, la Nana-Gribizi et la Ouaka (en mars, c'étaient le Mbomou, l'Ouham, la Ouaka et la Mambéré Kadeï).

BUREAUX RÉGIONAUX

- Paralysé depuis près de huit ans, le service douanier devrait redémarrer dans la préfecture de la Ouaka, avec l'arrivée de deux douaniers à Alindao. Le service pourra ainsi rétablir la base douanière et réguler le flux frontalier entre les villes de Mobaye et de la RDC. La MINUSCA continue d'aider le gouvernement centrafricain dans le déploiement de services minimums tels que la sécurité, les services administratifs, judiciaires, sociaux, financiers et socio-économiques. L'amélioration de la situation sécuritaire dans la préfecture a permis la reprise des services de l'Etat, avec une présence progressive des fonctionnaires et agents de l'Etat de tous les secteurs, y compris ceux du système pénal.

- Dans le cadre de la prévention de conflit liée à la transhumance, la section des affaires civiles de la MINUSCA à Bambari a facilité, le 11 mai, la restitution des travaux de délimitation de l'espace agro-pastoral faite par 15 membres de la plateforme sur la transhumance, dont trois femmes. Les participants ont relevé l'amélioration de la situation sécuritaire et ont précisé que la campagne agricole en cours se déroule bien. En outre, les membres de la plateforme ont entrepris une médiation entre agriculteurs autochtones et éleveurs peuhls sédentaires dans quatre localités - Zouhou (15 km, axe Bianga), Abanga (12km, nord-est), M'bélé-Wangoasso (7km, axe Lioto) et Lawadé (9km, axe Bianga) -, comme des zones à risque en matière de conflits liés à la transhumance.

La MINUSCA mène une vaste campagne de prévention des violences et de résolution des conflits liés à la transhumance dans six préfectures de la RCA.

- Suite aux recommandations des chefs des groupes ethniques lors d'un atelier au début du mois, une session de dialogue s'est tenue le 14 mai à Bria entre les 11 chefs de groupes ethniques et la plateforme religieuse avec la participation de 20 chefs dont deux femmes. L'objectif était de renforcer le rapprochement des communautés et promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation. Ce processus de dialogue local est soutenu par la section des affaires civiles et la division des Affaires politiques du bureau de la Mission à Bria.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 18 mai 2021:

- Cas accumulés	805
- Cas guéris	769
- Cas actifs	19
- Décès	8

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La Force de la MINUSCA en République centrafricaine poursuit ses opérations militaires dans tout le territoire contre les groupes armés afin de les contraindre à quitter les zones qu'ils occupent, assurer la protection des civils et renforcer la liberté de mouvement. Cette semaine, la situation sécuritaire a été relativement calme sur toute l'étendue du territoire centrafricain, alors que la Force de la MINUSCA poursuit son opération de sécurisation de la ville de Bakouma, dans le Sud de la République centrafricaine (RCA).

Dans le cadre du plan intégré de sécurisation des élections, la Force de la MINUSCA, continue d'apporter son soutien logistique et sécuritaire aux autorités centrafricaines pour l'acheminement du matériel électoral à toutes les circonscriptions électorales pour la bonne tenue des prochaines élections législative. Elle continue d'assurer la sécurisation du corridor Bangui-Garoua-Boulai pour l'acheminement des biens et la circulation des personnes.

A l'Est du pays, la situation est plus ou moins calme mais la vigilance est de mise afin de prévenir l'escalade de la violence. La sécurisation de la ville de Bakouma se poursuit toujours par les casques bleus de la MINUSCA conjointement avec les FACA. Des patrouilles robustes et de sécurisations sont intensifiées dans la ville et ses environs pour que les élections du 23 mai soient tenues dans les meilleures conditions de sécurité.

Les bataillons marocain, zambien et rwandais de la Force de la MINUSCA poursuivent leurs patrouilles offensives, de jour comme de nuit, pour protéger la population civile et écarter toute menace dans les localités d'Obo, Bangassou, Zémio, Rafai, Bria et Birao ainsi que les zones avoisinantes. En parallèle, la Force continue également de mener des patrouilles robustes conjointes avec les FACA dans certaines localités, pour protéger la population civile et pour que les élections législatives puissent avoir lieu dans toutes les circonscriptions électorales dans les meilleures conditions possibles. Dans cette partie orientale de la RCA, 659 patrouilles ont été conduites la semaine dernière.

Dans le Centre du pays, la situation sécuritaire est calme mais reste volatile, comme en témoigne l'attaque du village de Grevai (30 km à l'Est de Kaga-Bandoro), le 17 mai, par une quarantaine de combattants du Mouvement patriotique pour la Centrafrique/Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (MPC/FPRC). Cette attaque insensée et lâche perpétrée contre des populations civiles a coûté la vie à 12 civils. Les assaillants ont également mis le feu aux habitations des villageois, provoquant la fuite de la population vers Kaga-Bandoro et les villages environnants. La Force de la MINUSCA s'est rendue sur les lieux et a déployé des troupes au village pour sécuriser la zone et rassurer la population civile.

Les casques bleus de la Force poursuivent leurs actions de sécurisation, dans le centre du pays, en menant des patrouilles robustes pour assurer la protection des civils et créer un environnement propice à la tenue des prochaines élections législatives. Parallèlement, des patrouilles de sécurité intensifiées, de jour comme de nuit, le long des axes Mbres-Bakala, Kaga-Bandoro-Bataganfo, Kaga-Bandoro-Sibut, Ndélé-Bamingui et Grimari-Bambari, ont été conduites par les casques bleus burundais, pakistanais, gabonais, népalais et mauritaniens. Ces patrouilles offensives ont permis d'établir des points de contrôle pour empêcher le mouvement de ces groupes armés sur les routes et favoriser la liberté de mouvement. Ainsi, 1086 patrouilles ont été effectuées dans le centre durant la semaine passée.

A l'Ouest du pays, la situation est relativement calme mais reste préoccupante, du fait de la présence des groupes armés dans diverses régions. Ces groupes armés continuent leurs activités illégales, s'en prenant aux populations civiles et aux FACA. Ainsi, à Bedaka (50 km nord de Paoua) les éléments armés du FPRC, à bord de motocycles, ont attaqué deux soldats des FACA. D'autre part, le 16 mai, près du village de Service Kollo (75 km au Nord de Bouar), sur l'axe Niem-Yellowa, deux civils à bord d'une moto ont heurté un engin explosif, mourant sur le coup. L'engin explosif aurait été posé par des éléments armés inconnus.

La Force poursuit les opérations sur l'axe Baboua-Bondiba-Bguia Bouar pour neutraliser les engins explosifs posés par les éléments armés le long des routes. Dans ce cadre, les équipes de déminage de la Force ont nettoyé, jusqu'au 12 mai, 32 km à partir du point de contrôle des FACA de Dongbaïke le long de l'axe Dongbaïke-Bondiba.

Par ailleurs, les éléments armés du 3R continuent à semer la panique parmi les populations civiles. A cet effet, les bataillons camerounais, tanzanien et bangladais continuent à mener des actions militaires de jour comme de nuit, dans les villes de

Bouar, Berberati, Bocaranga, Paoua, Nola Nana, Bakassa, Bouzom, Bossangoa et leurs environs pour dissuader les éléments armés, rassurer les populations civiles et créer un environnement propice à la tenue des élections législatives. Par ailleurs, les casques bleus camerounais ont assuré la sécurité et l'escorte à une équipe du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de Bozoum à Paoua. Alors que les casques bleus bangladais ont fourni une escorte de sécurité à l'Unité Justice de Bouar à Cantonnier.

La Force continue de fournir les escortes de sécurité sur le corridor Bangui-Béloko et a mis en place des points de contrôle le long de ce corridor pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire et des marchandises. 245 patrouilles ont été effectuées la semaine dernière dans cette région. A noter, qu'une opération de réparation d'un pont à Irmaboro, par la Force de la MINUSCA est en cours afin de permettre l'accès aux villes de Gadzi et Boganangone pour assurer l'organisation des élections dans ces deux localités qui sont complètement inaccessibles et qui constituent une priorité pour l'Autorité nationale des élections (ANE).

Enfin, à Bangui, la situation sécuritaire est calme. La Force de la MINUSCA poursuit ses actions de sécurisation en coordination avec les Forces de Sécurité et de Défense, en patrouillant dans tous les arrondissements pour lutter contre la criminalité et le banditisme et faire face à tout incident sécuritaire pouvant affecter le bon déroulement des prochaines élections législatives. Dans la capitale et ses alentours, 137 patrouilles ont été menées la semaine dernière de jour comme de nuit. Dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles, la Force a mené un total de 2127 patrouilles sur l'ensemble du territoire Centrafricain.

La Force continue les travaux de restauration des ponts détruits par les groupes armés et la réhabilitation de certaines pistes rurales pour faciliter la circulation des personnes et des biens dans le pays.

CIMIC

Dans le cadre des activités civilo- militaires, les unités poursuivent leurs activités de soutien aux populations. A Bangui, les unités de l'Etat-Major Intégré ont procédé à la distribution de 67.000 litres d'eau potable au profit de 2380 bénéficiaires. De son côté, l'Unité d'Intervention Rapide portugaise a fait un don d'effets vestimentaires et ballons de football ainsi que des bicyclettes et des fournitures scolaires à la communauté des Sœurs Missionnaires de Comboni.

A l'Ouest, les casques bleus bangladais et camerounais ont mené, à Bouar, du 07 au 13 mai, une campagne médicale. Au total, 24 patients ont été traités. Ils ont également fourni 30 pièces de toiture à l'école Herman alors que le programme de développement des compétences pour les jeunes est en cours depuis le 15 mars. De leur côté, les casques bleus tanzaniens ont rendu visite, le 10 mai, à la communauté musulmane de la mosquée de Mbaiki et leur ont fourni 40 kg de riz, à l'occasion de l'Eid-Al-Fitr.

Au Centre, le 08 mai, les casques bleus népalais se sont rendu au lycée mixte de Bambari où ils ont donné un cours d'anglais aux jeunes enthousiastes du club d'anglais de la ville. Ils ont, également, distribué 25 masques et des livres. Aussi, le 13 mai, une équipe népalaise s'est rendue au Centre Agropastoral d'Ouaka pour interagir avec les agriculteurs locaux sur les nouvelles technologies pour l'agriculture et l'élevage. De leur côté, les casques bleus bangladais, de l'hôpital niveau 2 ont traité du 7 au 13 mai, les problèmes de 18 patients locaux. Par ailleurs, les casques bleus gabonais ont visité l'hôpital du district d'Alindao-Mingala et ont fait un don de médicaments et de produits d'entretien. De plus, les casques bleus burundais ont visité les villages de Kongato et Wondo pour sensibiliser la population à la cohésion, avant, pendant et après les élections.

A l'Est, le 07 mai, les casques bleus rwandais ont visité l'association des femmes de Gobolo afin de superviser les activités du projet de fabrication de savon. De leur côté, les casques bleus pakistanais ont réparé 6 ponts sur l'axe Bangassou-Bakouma, en collaboration avec le bataillon marocain, pour désenclaver la ville de Bakouma. De plus, les 09-10 mai, les casques bleus cambodgiens ont pu extraire un camion civil coincé au niveau d'un pont, sur l'axe Ippy-Bria.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Pour les activités de la composante police de la MINUSCA, le 14 mai, le Contrôleur Général de police Mohamed M.D PRINCE Aledji, Chef de la composante police par intérim, a pris part à l'Ecole Nationale de police à Bangui à la clôture d'une session de formation sur la corruption, la conduite et la discipline au profit des forces de sécurité intérieure (FSI). Cette formation, organisée par la coordination de la formation UNPOL du 12 au 14 mai, avait pour objectif de renforcer les capacités de nos partenaires FSI sur l'intégrité et la bonne conduite pour lutter contre la corruption.

En appui opérationnel et dans le cadre de la protection des civils, UNPOL continue d'effectuer des sensibilisations et des patrouilles conjointes robustes pédestres et motorisées.

A cet effet, UNPOL a assuré conjointement avec les FSI et la JTFB la couverture sécuritaire d'une marche à Bangui, le 12 mai, et de la célébration de l'Eid El Fitr et de l'Ascension, le 13 mai. Les équipes en colocation dans les commissariats et les brigades se sont rendues dans leurs zones de compétences respectives où elles ont sensibilisé les fidèles aux respects du couvre-feu mais aussi des gestes barrières afin de réduire la propagation de la pandémie du coronavirus.

La population a été par ailleurs invitée à collaborer davantage avec les FSI en dénonçant tout mouvement ou présence d'individus suspects et à cultiver l'esprit de cohésion et du savoir vivre ensemble.

Dans le cadre de la vulgarisation de la ligne verte 1325, pour que la population puisse y recourir en cas de besoin, une rencontre a eu lieu le 14 mai à Bangui entre UNPOL et le Directeur des opérations FSI. De même, 3000 affiches de sensibilisation produites par ONU femmes en collaboration avec UNPOL seront remises ce mercredi 19 mai à la Direction générale des opérations (DGO).

Pour rappel, la ligne verte 1325 avait été installée et inaugurée en décembre 2020 à la DGO dans le but d'améliorer le système d'alerte pour une intervention rapide au profit des communautés menacées afin de prévenir les crimes en RCA.

Le 12 mai, UNPOL a apporté son appui pour le transfèrement par vol UN d'un détenu de Kaga-Bandoro à Bangui. Il s'agissait d'un individu âgé de 25 ans, gardé à vue au commissariat de Police de Kaga-Bandoro depuis le 21 avril pour vol à main armée. La couverture sécuritaire a été assurée par l'unité de police constituée rwandaise d'UNPOL et la Section Justice et Correction en appui aux FSI.

Démarrée le 27 avril 2021, la campagne annuelle de mobilisation sociale en appui à la prévention et à la lutte contre les violences basées sur le genre et violences sexuelles basées sur le genre se poursuit à Bangui.

Les 15 et 17 Mai, les FSI et les équipes UNPOL SPT/SGBV en colocation à UMMIR ont animé conjointement des ateliers de sensibilisation au profit des élèves et encadreurs des lycées ainsi qu'au profit des femmes des huit arrondissements de Bangui dans la salle de Conférence Saint Joseph et au siège de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).

Par ailleurs, les séances de renforcement de capacité des FSI par les équipes de colocation à Bangui et en province ont porté sur les perquisitions, le respect des délais de garde à vue, le respect des textes et règles de procédure, le respect du principe de légalité des infractions à la loi pénale.

Dans la Vakaga le 13 mai, UNPOL en collaboration avec les FSI de Birao et la section des Affaires Civiles ont sensibilisé et distribué 2700 masques de protection, aux fidèles de la grande Mosquée de Bornou lors de la prière de l'Aid El Fitr, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

A Paoua le 13 mai, dans le cadre des prochaines joutes électorales, UNPOL a assisté le Bureau Electoral Régional à la formation des formateurs des membres de démembrements de l'Autorité Nationale des elections (ANE).

Les deux jours de formation animée par des agents de l'ANE sous la coordination du Directeur des opérations avait pour objectif de corriger les lacunes des échéances électorales précédentes.

A Berbérati, UNPOL a effectué une visite communautaire aux quartiers Lomi, Nablimou, Ngossima et Babanani, situés à la sortie Nord de la ville, dans le cadre de la sensibilisation des chefs de village et quartier sur le mandat de la MINUSCA, l'évaluation de la situation sécuritaire, la cohésion sociale et les violences basées sur le genre. UNPOL a demandé à ses interlocuteurs d'être impartiaux et d'informer les autorités locales de tout fait de nature à troubler l'ordre public pour la sécurité de la population.

Enfin à Bambari, UNPOL s'est entretenu avec les FSI sur les actes de police à entreprendre sur une scène de crime ainsi que sur leur rôle en tant que premier intervenant sur les lieux d'un crime.

© SCPI 2021